

La bataille de l'eau s'enlise

La guerre de tranchées amorcée par l'annonce par Veolia de son intérêt pour Suez n'en finit plus de durer. Depuis des mois les deux groupes campent sur leurs positions : Veolia entend créer un poids lourd d'envergure internationale, Suez crie au démantèlement d'une entreprise performante. L'affaire semble pourtant entendue : le groupe d'Antoine Frérot a bien mis la main sur les parts d'Engie dans Suez, soit près de 30% du capital, obtenant de fait le contrôle de sa cible. De son côté, Suez a obtenu un sursis : la Cour d'appel de Paris confirmait le 19 novembre que l'offre d'achat restait suspendue tant que les comités sociaux et économiques de Suez n'auront pas été consultés. Réplique immédiate de Veolia : « Nous allons en cassation sur le terrain des principes, précise un porte-parole du groupe dans L'Usine Nouvelle, cela ne remet pas en cause notre souci de consulter les institutions représentatives du personnel de Suez. D'ailleurs, nous leur avons envoyé une lettre, leur proposant de recevoir notre PDG Antoine Frérot en personne. » Mais, si la Cour de cassation parvient aux mêmes conclusions que la Cour d'appel, la prise de pouvoir effective ne pourra pas intervenir avant le 31 mai date de la prochaine assemblée générale de Suez. Un délai qui devrait également permettre à Suez de solidifier une offre alternative à ses actionnaires.

Suez résiste

Six mois. C'est donc le répit arraché par Suez. Six longs mois dans une conjoncture incertaine, dans une affaire où plus rien ne surprend. Que peuvent attendre, chez Suez, direction et syndicats arc-boutés dans le déni d'une vente dont on voit mal pourquoi Veolia se départirait ? Y a-t-il d'autres lapins à l'intérieur du chapeau ? Dans ce dossier aux multiples rebondissements, l'inédit est la norme et persiste à s'inviter dans la partie.

Veolia réplique

Confiant dans la rigueur de sa démarche, Veolia s'en était jusqu'à présent tenu à l'inflexibilité des affaires et du droit. Depuis le 8 décembre, le groupe d'Antoine Frérot a changé de ton : fait sans précédent, Veolia a dépêché des huissiers pour exiger d'une vingtaine d'économistes ayant pris position sur l'affaire dans les médias, qu'ils déclarent un quelconque lien d'intérêt avec Suez. En pleine crise sanitaire, où des légions d'experts approximatifs et douteux ont fini d'abîmer leur crédibilité, Veolia jette donc un gros pavé dans la marre. Le jour même, dans Libération, Elie Cohen, l'un des économistes visés, s'offusque et se défend : « Je n'ai aucun lien direct et indirect avec Suez et je n'ai même jamais donné la moindre conférence pour le compte de cette entreprise. C'est de l'intimidation pure et simple. J'essaie d'attirer l'attention de mes collègues économistes sur le fait que l'on vient de franchir un cap dans la mise en cause de l'indépendance des chercheurs. » La méthode peut se discuter, mais le message est clair : le temps des escarmouches n'est pas révolu et Veolia rendra coups pour coups.

Montrer les crocs et resserrer les rangs, voilà donc à quoi ressemble à la nouvelle tactique Veolia : deux jours avant ces coups de semonce, Thierry Déau, le patron du fonds d'investissement Meridiam réaffirmait ses engagements vis-à-vis d'Antoine Frérot. Son fond assumera la reprise de Suez Eau France, l'ex-Lyonnaise des Eaux, qui emploie plus de 10000 salariés, afin d'éviter à Veolia un abus de position dominante. Si Suez ne lâche rien, le projet Veolia ne se lézarde pas.

Le gouvernement en retrait

Du côté de Bercy, le volontarisme a laissé place à plus de discrétion. Très actif sur le dossier il y a encore quelques semaines, au point de mettre à jour ses divergences avec son Premier ministre, Bruno Le Maire, sans doute accaparé par les très nombreux dossiers que la crise sanitaire rend brûlants, se tient désormais à l'écart de la bagarre, comptant les coups tout en esquivant d'autres éventuelles balles perdues. Il est sans doute encore trop tôt pour dresser les comptes, mais le roman-feuilleton aura un cout pour les deux groupes. Les sommes dépensées en conseils juridiques et financiers ? Le temps perdu dans le développement des groupes ? Et comment, demain, les hommes de Suez et ceux de Veolia parviendront-ils à dépasser leurs antagonismes pour travailler ensemble ?